

La Maison de la Nature et de l'Environnement réseau citoyenneté et les politiques énergétiques

Enjeux des politiques énergétiques et préoccupations de la MNE

L'approvisionnement énergétique est un point de passage obligé de toute activité humaine. L'énergie est un bien commun ... mais dans un monde fini et inégalitaire.

Les choix énergétiques sont donc essentiels et lourds de conséquences sur le fonctionnement et l'équilibre des sociétés, leur modèle, leur devenir, leur économie, leur environnement et sur la biosphère dans son ensemble.

La Maison de la Nature et de l'Environnement de Lille et son réseau associatif décident de relever ces enjeux qui sont directement liés à ses préoccupations majeures :

x **PROTECTION DE LA NATURE ET POLLUTION.**

L'extraction, la transformation et le transport des ressources énergétiques ne sont pas sans danger pour le milieu naturel (dégradation de biotopes, friches polluées, marées noires, dégazages, déforestation...). Le rythme de consommation actuel pointe le danger de l'épuisement des ressources naturelles et fossiles. L'énergie nucléaire, avec ses contraintes de fonctionnement, fait peser un lourd tribut à la faune et la flore (dispersion d'eaux chaudes en période de canicule dans les rivières, prolifération de déchets hautement toxiques).

x **PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE.**

L'environnement doit faire face au réchauffement climatique dû aux émissions des gaz à effet de serre (GES). Celles-ci ne cessent de croître depuis le début de l'ère industrielle, avec une ampleur et une rapidité sans précédent. 70% des émissions des GES est liée à la combustion des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) issu des activités humaines et, pour une grande part, du modèle économique occidental. Les conséquences prévisibles sur l'élévation du niveau des mers, des bouleversements des paysages, de la vie animale et végétale, l'évolution des sols et des ressources en eau, la santé humaine laissent craindre de réelles difficultés d'adaptation pour les populations de toute la planète. Elles affecteront en premier lieu les populations les plus vulnérables : celles des pays du Sud.

Avec l'industrie et le résidentiel, les transports sont les grands responsables de ces émissions. Ils structurent aujourd'hui toute une organisation de la production (flux tendus), de l'urbanisme (ville étalée, distance croissante domicile - travail - services) et des modes de vie (société de consommation). Les coûts environnementaux et sociaux, à l'avenir, de l'évolution climatique ne peuvent, si le modèle actuel persiste, qu'augmenter. Idem pour les installations nucléaires dont les coûts de démantèlement, de gestion des déchets et de prise en charge des personnes qui pourraient être à l'avenir intoxiquées restent peu ou mal évalués.

x **SOLIDARITÉS LOCALE ET INTERNATIONALE ET INDEPENDANCE ÉNERGÉTIQUE.**

Les questions d'indépendance énergétique et de droit à l'énergie doivent être appréhendées dans un souci de solidarité, pour les générations actuelles et aussi futures, ici et là-bas. La situation actuelle est caractérisée par l'inégalité. 20% de la population mondiale dispose de 60% des ressources énergétiques ; les 10% des pays les plus pauvres de la planète dispose de 2% des ressources énergétiques, de 1% de l'électricité¹. L'augmentation exponentielle des besoins en Chine et en Inde exerce des pressions plus fortes sur les ressources et rend le partage encore plus difficile. D'autant que se profile pour ce siècle l'épuisement des énergies fossiles. Charbon, gaz, pétrole ne sont pas renouvelables et se raréfient. Les réserves mondiales de pétrole sont estimées à 30 ou 40 ans au rythme actuel d'exploitation. l'uranium lui même, parfois présenté

¹ Attac, Grain de sable n°484, 13 oct 2004

comme abondant et bon marché, existe en quantité finie : 40 ans pour les réserves prouvées. Prolifération des armes nucléaires, conflits issus de tensions autour de l'accès à l'énergie, la question des choix énergétiques est liée aussi à la notion de droit à la paix et à la sécurité.

x **CITOYENNETÉ ET NÉCESSITE D'UN DÉBAT PUBLIC SUR L'ÉNERGIE.**

Pour que chacun comprenne les enjeux globaux et locaux, connaisse le champ des solutions possibles et puisse s'exprimer, le débat public et citoyen est indispensable. Il l'est d'autant plus si nous voulons, nous pays les plus voraces en énergie, évoluer vers des comportements et des choix énergétiques plus responsables et plus solidaires.

La filière nucléaire : les risques, l'exception française et l'impasse

" Du berceau au cercueil ", l'industrie électronucléaire est porteuse de risques graves aux conséquences irréversibles.

Sur une planète que nous léguerons aux générations futures, la solidarité avec ces dernières est nécessaire. L'option nucléaire leur laissera pourtant des charges lourdes de gestion dont les solutions financières et techniques sont à ce jour insuffisamment maîtrisées et non planifiées².

Du berceau au cercueil, la filière électronucléaire amène une contamination et un risque fort de radiation :

- x La plus grande partie de l'uranium utilisé dans les centrales nucléaires est extraite sur les territoires de minorités indigènes (au Canada, en Australie, au Niger) provoquant des milliers de cas de cancers. Le transport de matières, l'exploitation des installations qui n'autorise aucune erreur majeure et le stockage des déchets actifs pendant des millénaires présentent de grands risques de pollution aux conséquences irréversibles. Les installations nucléaires sont vouées à devenir des friches quasi éternelles. La question du stockage définitif n'est toujours pas résolue et les solutions d'enfouissement géologique actuelles ne présentent aucune garantie de non contamination des sols et des nappes à long terme.
- x Les centrales les plus récentes utilisent le MOX, un combustible composé de plutonium. Le transport de ces matières représente un danger pour le milieu marin, terrestre et les populations directement ou non exposées. Il pose aussi le risque terroriste qui reste réel, malgré les mesures de sécurité mises en œuvre, somme toute faibles au regard des catastrophes potentielles.
- x Les accidents nucléaires survenus dans des pays en situation économique difficile (Tchernobyl en Ukraine) ou faisant preuve d'une technologie éprouvée et florissante (Tokai Mura et Mihama au Japon, Three Miles island aux USA) et le risque d'accidents pour les 440 installations actuelles posent la question de la prise en charge et de santé des populations concernées par des radiations et contaminations.
- x Reste posée également la problématique du maintien, de la fermeture, de la mise en sécurité des centrales très dangereuses (Fessenheim en France, Europe de l'Est ...). La garantie de sécurité de certaines installations n'est toujours pas assurée (le centre de Cadarache en France se situe en zone sismique)³.

Nucléaire et effet de serre : entre deux maux ...

Le nucléaire est peu émetteur de gaz à effet de serre. Mais agir contre le réchauffement climatique en le développant reste un leurre : s'il produit 80 % de l'électricité en France, il ne correspond qu'à 15 % de l'énergie finale consommée (2 à 7% dans le monde). Agir sur les transports, le résidentiel et les systèmes de production agricole et industrielle reste assurément beaucoup plus efficace pour diminuer les gaz à effet de serre.

La France, position isolée dans l'Europe et le monde des démocraties occidentales

S'appuyant sur la production de l'uranium pour l'usage militaire, la France a choisi en 1974 de privilégier la production d'électricité nucléaire.

² Cour des comptes, rapport public, 1998

³ Agence Internationale de l'Énergie (AIE)

L'option nucléaire choisie par la France montre que les choix énergétiques peuvent avoir des conséquences à long terme sur la situation énergétique d'un pays.

Les besoins au début des années 1970 ont été surestimés. Il s'en est suivi une surcapacité de production d'électricité qu'il a fallu écouler entre autres par la promotion du " tout électrique " (moitié du parc européen du chauffage électrique, 10 % de la consommation électrique totale, 200 000 familles en difficulté de paiement⁴) et par les exportations (l'équivalent de 10 réacteurs sur 58). Restent 100 % des déchets à gérer pour le pays et les générations futures ...

Le succès de l'industrie nucléaire ne peut s'expliquer que par un soutien déterminant de l'Etat (1800 milliards de francs entre 1974 et 2002 en recherche - investissement⁵). Il montre que ce développement était voulu par des gouvernements et des groupes particuliers qui ont pris des décisions sans débat public ni transparence (le programme nucléaire français n'est issu d'aucune loi).

Aujourd'hui, malgré une économie relativement stable et une technologie avancée, la France n'est pas à l'abri d'un accident majeur, comme le montre l'exemple Nippon (accident de Tokaï Mura en 1999, deux morts et 600 irradiés à 120 km de Tokyo, 320 000 personnes déplacées). 671 incidents sont intervenus en 2003 dans les centrales françaises⁶. Enfin, les financements nécessaires au futur démantèlement, à la surveillance des déchets et à la gestion des centrales nucléaires en fin de vie sont sous-estimés et ne sont pas prévus aujourd'hui.

La réalité du coût du KWh d'électricité nucléaire s'en trouve biaisée car n'intégrant pas les coûts réels globaux. Il n'intègre que très partiellement les dépenses payées par le contribuable comme la part de la recherche consacrée à la filière nucléaire (plus de 90 % des crédits de recherche en énergie⁷), au coût du démantèlement des centrales en fin de vie.

D'autres choix sont possibles : économies d'énergie, efficacité énergétique et énergies renouvelables

Face à l'impasse nucléaire, à l'épuisement des ressources fossiles et aux risques globaux que font courir leur consommation effrénée, le recours aux alternatives est indispensable. Les solutions existent. Non pas LA solution mais une solution dans chaque cas particulier, dans chaque contexte géographique. Elles sont à trouver dans les économies d'énergie, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

Pour les pays occidentaux, il est possible de maintenir un confort égal tout en consommant moins d'énergie.

Pour les pays du Sud, il est possible d'accéder à une meilleure qualité de vie en ne reproduisant pas le modèle de gaspillage organisé des pays de l'OCDE.

Les solutions sont à rechercher dans :

- x **LA MAÎTRISE DES BESOINS EN ÉNERGIE** : globalement, développer les économies d'énergies en s'assurant de répondre aux besoins fondamentaux (intégrer la problématique énergétique dans les décisions d'urbanisme, de transport des personnes et des marchandises, dans la conception des bâtiments ...).
- x **DÉVELOPPER L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE**. concevoir des techniques de production industrielle et agricole et des appareils plus sobres, promouvoir des comportements judicieux et responsables et aussi de promouvoir l'énergie musculaire (vélos, escaliers, marche à pied ...).
- x **L'UTILISATION ACCRUE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES (ENR)** : utiliser les plantes

⁴ Attac, Grain de sable n° 484, 13 oct 2004

⁵ Nord Nature n° 109, décembre 2002

⁶ Autorité de Sûreté Nucléaire, 2004

⁷ Nord Nature n° 109, décembre 2002

comme combustibles (biogaz, biomasse), le vent et les eaux courantes comme source de force mécanique, le soleil et la terre (géothermie) comme sources directes de chaleur et d'électricité. Inépuisables, peu polluantes, facilement transposables dans le monde entier en s'appuyant sur des savoir-faire locaux, nécessitant peu d'investissement au regard du choix nucléaire, elles sont créatrices d'emplois locaux. En Allemagne, plus de 120 000 personnes ont trouvé un emploi dans le secteur des énergies renouvelables. Parmi eux 40 000 dépendent du secteur éolien (presque deux fois plus que le secteur nucléaire). 30 % de la production des installations éoliennes est exportée. Le chiffre des emplois dans le secteur photovoltaïque va augmenter d'un tiers en 2004 pour passer à 15 000⁸. La Région Nord – Pas - de – Calais estime de 10 à 15 000 emplois la création d'emplois d'ici 2010 dans le domaine des bâtiments de haute Qualité Environnementale (HQE)⁹.

Des énergies renouvelables au coût trop élevé ? Il est évident qu'une croissance forte du secteur doit obligatoirement s'accompagner au début de subventions d'Etat ... tout comme l'a été d'ailleurs le nucléaire depuis 40 ans. Avec la nuance prêt que le coût de traitement des déchets et du démantèlement des ENR est infiniment moindre que celui de la filière nucléaire. Pour les alternatives au nucléaire, les investissements d'aujourd'hui sont les économies de demain. De plus, comparées aux énergies fossiles ou nucléaires à fort coefficient de capital (c'est-à-dire nécessitant de gros investissements), les ENR sont plutôt à fort coefficient de main d'œuvre.

Cette filière est donc intéressante pour les pays en voie de développement où les conditions d'installations d'ENR sont très favorables du fait d'une moindre implantation de structures d'approvisionnements d'énergie centralisée par rapport aux pays d'Europe.

Fusion nucléaire, hydrogène, piles à combustibles ... Les révolutions technologiques vantées pour remplacer nos voitures à l'avenir ne relèvent à l'heure actuelle que du mythe. Il y a trente ans la fusion était annoncée pour dans cinquante ans ... de même qu'aujourd'hui. S'y ajoute les inconvénients du nucléaire : les déchets, la centralisation des moyens, le coût ... L'hydrogène combustible nécessite pour sa production de l'énergie, le ratio de rendement ne rend aujourd'hui cette technologie pas encore compétitive et peu efficace. Les piles à combustibles font partie de solutions techniques utilisables dans un avenir proche... mais c'est bien maintenant qu'il faut agir.

Le développement de centrales thermiques au charbon dites propres (technologie de lit fluidisé) pour permettre la transition vers les ENR est aussi envisageable et nécessaire : d'ici à 2015 aux Etats-Unis, les émissions des centrales électriques auront été réduites de 75 % par rapport à leur niveau de 1970¹⁰.

Ces orientations passent par des choix politiques portant sur :

xla recherche et l'innovation : le progrès dans le domaine énergétique doit avoir pour finalités l'efficacité énergétique, les économies d'énergie, la diminution et l'exclusion des sources polluantes, le développement des énergies renouvelables, " aimables " pour l'environnement ;

xle modèle économique énergétique : il s'agit de promouvoir un mode de développement qui ne crée pas de " nouveaux besoins " mais qui cherche avant tout à répondre aux " besoins fondamentaux ". Au lieu d'une innovation qui n'aurait d'autre but que de repousser les limites de la consommation. Il s'agit de promouvoir celle qui répond aux principes de droit à l'énergie, de solidarité avec les générations futures, de préservation de l'environnement et de la dignité humaine ;

xIl s'agit aussi de garantir un équilibre entre le poids respectif des fournisseurs privés et des services publics d'énergie et qui respecte ces grands principes ;

xCoût global. Tout choix énergétique doit être basé sur le calcul des coûts globaux intégrant coûts d'investissement, de fonctionnement, de recyclage ou de traitement en fin de vie, coûts sociaux et environnementaux.

xSanté humaine. Une politique énergétique doit aussi permettre d'assurer des conditions dignes

⁸ Attac, op cit.

⁹ Région Nord Pas de Calais, 2004

¹⁰ Le Monde, 15 octobre 2004

et responsables de prise en charge et de santé des populations concernées par des radiations et contaminations issues des matières et installations nucléaires.

xDémocratie. Si les solutions alternatives sont imposées de façon autoritaire, elles soulèvent parfois des oppositions bien légitimes. Pour une bonne appropriation citoyenne des changements, il est nécessaire de connaître les enjeux de la politique énergétique aujourd'hui et des actions possibles. Il faut donc que soit lancé un vrai débat permettant au citoyen de juger en connaissance de cause. Identifier les " besoins fondamentaux ", qui sont écrits nulle part, ne peut être fait qu'à travers une démarche collective et démocratique.

xAgir aussi local. Même si les problèmes sont globaux et concernent la planète entière, les ébauches de solutions mettent en évidence l'importance du niveau local, et donc du rôle déterminant des collectivités locales, de la puissance publique et de l'action citoyenne.

Les engagements de la MNE et des associations :

Pour sa part, la M.N.E. et les associations qui la composent , s'engagent à mettre en oeuvre, à leurs échelles respectives, des solutions visant les économies d'énergie, l'efficacité énergétique, le développement des énergies renouvelables et/ou à les promouvoir dans le cadre de leurs activités.

La France en position isolée

Nombre de pays occidentaux ont décidé de sortir progressivement du nucléaire : l'Autriche en 1978, la Suède en 1980, l'Italie en 1988, les Pays-Bas en 1994, l'Allemagne en 2001, l'Espagne en 2002, la Belgique et la Grande-Bretagne en 2003.

Les Etats-Unis n'ont pas décidé à ce jour de lancer un programme de nouvelles centrales nucléaires civiles.

De par sa nature, le nucléaire n'est pas généralisable à l'ensemble du monde : investissements démesurés pour les pays pauvres, centralisation, dépendance vis à vis des pays riches et des producteurs privés, risque de prolifération des armes nucléaires.

Avec la Finlande qui a décidé d'acheter un prototype de nouveau réacteur nucléaire, la France est le seul pays qui souhaite s'engager aujourd'hui dans le renouvellement de ces centrales nucléaires, avec le projet EPR (*European Pressurized Reactor*).

Extraits de la Charte de la MNE

... Aujourd'hui, ce qui unit l'ensemble des associations de la MNE est la référence commune au projet humaniste du développement durable : il s'agit de transmettre à nos enfants une planète en bon état de fonctionnement et génératrice d'épanouissement humain par la protection de la nature, le développement économique et le progrès social...

... La MNE n'est pas un parti politique, ni un syndicat, en tant que telle, elle se refuse à tout engagement partisan ou électoral. Cela ne signifie pas que la MNE doit être silencieuse sur les enjeux de notre société. La MNE pratiquera l'interpellation publique chaque fois que seront en question les valeurs humanistes, citoyennes et écologiques auxquelles elle se réfère.

La MNE demande donc :

- xla sortie progressive du nucléaire
- xun grand débat national sur la politique énergétique française
- x dès maintenant, la mise en œuvre des politiques alternatives
- xle renforcement et la démocratisation du service public.